

Didier BARRE
Estelle BELLOIR
Thibaut BLANLOEIL
Frédéric LECOMTE

EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

AFODIL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

34 Rue des Noyers
49000 ANGERS

=====

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

AFODILAssociation régie par la loi du 1^{er} juillet 190134 Rue des Noyers
49000 ANGERS

RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'assemblée générale de l'association AFODIL,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AFODIL relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables appliquées au sein de l'association. Dans le cadre de notre mission, nous avons notamment vérifié les principes d'affectation des subventions perçues par l'association et leur rattachement à l'exercice 2023.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cholet, le 11 juin 2024

PAPIN & ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Estelle BELLOIR

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	EXERCICE 2023			EXERCICE
	Brut	Amortissements	Net	2022
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Concessions, brevets, licences	22 573,04	22 174,06	398,98	301,70
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Matériel pédagogique	15 771,77	6 882,47	8 889,30	5 190,67
Agencement matériel	2 307,94	2 307,94	0,00	0,00
Installation Agencement	10 522,48	6 236,42	4 286,06	4 845,91
Matériel de transport	50 594,50	26 984,61	23 609,89	18 440,83
Matériel de bureau et informatique	39 143,13	20 219,59	18 923,54	15 697,68
Mobilier, matériel de bureau	65 514,05	54 231,18	11 282,87	13 974,97
<u>Immobilisations financières</u>				
Autres Prêts	0,00		0,00	0,00
Dépôts et cautionnements	1 182,00		1 182,00	1 688,00
TOTAL I	207 608,91	139 036,27	68 572,64	60 139,76
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<u>Créances</u>				
Fournisseurs débiteurs	358,66		358,66	475,20
Clients	82 112,55		82 112,55	143 543,35
Clients factures à établir	138 747,63		138 747,63	68 200,65
Organismes sociaux – produits à recevoir	9 192,00		9 192,00	0,00
Concours publics & subventions à recevoir	889 510,93		889 510,93	167 608,68
Créances de l'Etat	0,00		0,00	0,00
Débiteurs divers	0,00		0,00	500,00
Produits à recevoir	1 062,16		1 062,16	1 169,62
Autres créances	0,00		0,00	0,00
<u>Disponibilités</u>				
Valeurs mobilières de placement	0,00		0,00	0,00
Chèques à encaisser	203,50		203,50	1 206,00
Crédit Mutuel	15 278,78		15 278,78	27 633,09
Livret Bleu Crédit Mutuel	79 928,72		79 928,72	77 664,75
Livret Ordinaire Crédit Mutuel	50 877,51		50 877,51	159 170,08
Banque Postale	34 824,83		34 824,83	39 001,50
Caisse	153,20		153,20	728,01
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges constatées d'avance	13 066,62		13 066,62	7 593,67
TOTAL II	1 315 317,09	0,00	1 315 317,09	694 494,60
TOTAL GENERAL	1 522 926,00	139 036,27	1 383 889,73	754 634,36

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

PASSIF	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Fonds de dotation	75 300,40	75 300,40
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 439,33	2 439,33
Fonds associatifs avec droit de reprise	0,00	0,00
Report à nouveau excédent	1 650,87	
Report à nouveau déficit		-66 435,33
Résultat de l'exercice	6 906,84	68 086,20
Subventions d'investissement		
- Valeur brute	24 303,66	39 303,66
- Valeur affectée au compte résultat	-11 611,72	-20 235,01
TOTAL I	98 989,38	98 459,25
<u>PROVISIONS</u>		
Provisions pour risques		
Provisions pour pensions	84 352,72	69 881,23
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs ex.		
TOTAL II	84 352,72	69 881,23
<u>DETTES</u>		
<u>Emprunt et dettes auprès Ets de crédit</u>		
Soldes bancaires créditeurs	0,00	0,00
Emprunts bancaires	19 441,50	27 669,39
Emprunt participatif	14 058,04	18 981,82
Intérêts courus sur emprunts		
<u>Clients avances et acomptes reçus sur commandes</u>		
Clients, avances acomptes	33 856,40	37 275,56
<u>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</u>		
Fournisseurs	14 914,41	36 774,14
Fournisseurs immobilisations		
Fournisseurs Factures non parvenues	47 363,31	30 814,20
Personnel rémunérations dues	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	58 305,98	50 335,36
Provisions congés payés	75 541,00	53 389,00
Charges fiscales & sociales sur congés à payer	27 031,00	20 036,00
Concours publics & subventions à rembourser	2 052,20	2 471,60
Autres charges à payer	1 042,24	1 157,05
Créditeurs divers		
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
Produits constatés d'avance	906 941,55	307 389,76
TOTAL III	1 200 547,63	586 293,88
TOTAL GENERAL	1 383 889,73	754 634,36

COMPTE DE RESULTAT 2023 et 2022

PRODUITS	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
COTISATIONS	390,00	340,00
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	764 304,61	794 903,32
CONCOURS PUBLICS & SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	670 618,29	627 427,16
DONS RECUS	0,00	500,00
REPRISES SUR AMORT. DEPRECIATIONS, PROV. ET TRANSFERTS DE CHARGES		
- Transfert de Charges	56 552,66	47 939,46
- Autres Produits	1 036,32	277,36
TOTAL I	1 492 901.88	1 471 387.30
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats	132 829,75	107 534,94
Services extérieurs	169 295,67	174 887,60
Autres services extérieurs	43 379,99	50 258,78
Impôts, taxes, versements assimilés	55 839.13	50 198.32
Salaires et traitements	844 582.52	759 410.84
Charges sociales	225 605,83	217 431,41
Dotations aux amortissements	25 817,94	21 152,59
Dotations aux provisions	14 471,49	18 587,23
Autres charges	9 795.32	23 093.73
TOTAL II	1 521 617,64	1 422 555,44
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-28 715,76	48 831,86
PRODUITS FINANCIERS (III)	3 971,40	1 137,89
CHARGES FINANCIERES (IV)	579,57	738,21
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	3 391,83	399,68

COMPTE DE RESULTAT 2023 et 2022

PRODUITS	Résultat	
	2023	2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels s/ ex. antérieurs	10 777,70	4 627,19
Produits exceptionnels s/opérations de gestion	16 460,00	8 200,00
Quote-part des subventions d'invest. virée au résultat	6 376,71	9 155,73
TOTAL V	33 614,41	21 982,92
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	0,00	1 571,49
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	345,00	0,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 038,64	1 556,77
TOTAL VI	1 383,64	3 128,26
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	32 230,77	18 854,66
Total des produits (I+III+V)	1 530 487,69	1 494 508,11
Total des charges (II+IV+VI)	1 523 580,85	1 426 421,91
EXCEDENT OU DEFICIT	6 906,84	68 086,20
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	6 853,02	10 058,67
Bénévolat	6 314,02	9 089,67
Abandon du remboursement des frais des bénévoles	539,00	969,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	6 853,02	10 058,67
Personnel bénévole	6 314,02	9 089,67
Frais des bénévoles	539,00	969,00

ANNEXE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait la même durée.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 383 889 €

Le résultat net comptable est un excédent de 6 906,84 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Présentation de l'Association

Objet social

L'Association pour la FORMation et le Développement de l'Initiative Locale a pour objet de créer et soutenir toute initiative visant la lutte contre l'exclusion et les discriminations par :

- la Formation et l'insertion des demandeurs d'emploi et des salariés,
- la Mobilité par l'apprentissage du permis de conduire,
- l'Intégration des personnes d'origine étrangère par l'apprentissage de la langue française et le développement des échanges culturels,
- l'Accompagnement et le soutien scolaire,
- le Développement culturel, en favorisant la mise en œuvre d'actions collectives de proximité.

Nature et périmètre des activités

Les activités de l'association départementale se sont déroulées à partir des lieux d'implantation à savoir Angers pour le siège social, Cholet pour la délégation départementale, Saumur, Ancenis, le Vignoble Nantais, Segré, Beaupréau, Baugé.

SECTEUR FORMATION

Le secteur formation développe principalement ses activités autour des publics étrangers, d'origine étrangère, primo arrivants, mais également à destination de bénéficiaires du RSA, ou de publics en situation de handicap.

La formation initiale en langue française (parcours de 100, 200, 400 ou 600 heures), financée par l'OFII, est souvent insuffisante afin de progresser sur la maîtrise de la langue, que la personne vise une insertion sociale, ou une insertion professionnelle.

C'est pourquoi Afodil peut proposer des formations complémentaires avec l'aide du Contrat Ville Unique pour des personnes résidant sur les quartiers prioritaires politique de la Ville, ou également avec l'aide du Département pour des personnes bénéficiaires du RSA.

Afodil développe également des cours de français compétence professionnelle, à destination de salariés de Chantiers, d'Entreprises d'insertion et d'entreprises classiques.

Sur le volet formation professionnelle, Afodil permet à des personnes ayant une Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé de travailler, pendant une durée de 6 mois environ, leur projet professionnel, avec des immersions en entreprises. Cette action, Inclu'Pro, avec un financement de l'AGEFIPH se déroule à Cholet et à Beaupréau, et permet de remobiliser une quarantaine de personnes par an.

Enfin, Afodil accompagne également des bénéficiaires du RSA sur de la remobilisation, de la redynamisation, jusqu'au retour à l'emploi ou à la formation pour certains d'entre eux. Ces actions, Adipro, Activéo Equilibre et Activéo Pro sont financées par le Département de Maine et Loire.

SECTEUR MOBILITE

Ce secteur est à l'origine une auto-école à statut associatif.

Cette auto-école permet, à des personnes en insertion socioprofessionnelle, de résoudre leurs problématiques sur l'apprentissage du Permis de conduire B, avec notamment, une pédagogie adaptée sur le code et la conduite, ainsi qu'un accompagnement renforcé autour du suivi du parcours Permis.

Cependant, un certain nombre de constats ont permis de montrer que, parfois, l'accès au Permis B est provisoirement ou définitivement illusoire, Il faut ainsi pouvoir proposer d'autres formations adaptées aux personnes accompagnées.

Désormais le secteur Mobilité propose donc : des formations au Permis B sur boîte manuelle ou automatique, des formations au Permis AM option cyclomoteur ou option quadricycle à moteur, des diagnostics permis ou des diagnostics mobilité, des formations à la conduite d'un cycle.....toute autre type de formation en lien avec l'accès à la mobilité.

Désormais, ce secteur élargit ses activités, en particulier sur l'accompagnement à la définition du projet mobilité des demandeurs d'emploi orientés par Pôle Emploi sur le marché départemental MBI.

PLATEFORME MOBILITE

La Plateforme Mobilité Départementale développe ses services en direction des professionnels de l'insertion et de la mobilité, et également, vers les publics en démarche d'insertion professionnelle avec des problématiques de mobilité, de déplacement, sur prescription des professionnels de l'insertion sociale et professionnelle.

Elle est composée d'un centre d'appel/centre ressources vers lequel les professionnels de l'insertion peuvent se tourner pour avoir des informations diverses sur la mobilité en général, et les questions que se posent leurs bénéficiaires sur des situations particulières.

Elle permet de réaliser des Diagnostics Mobilité afin de déterminer les capacités de déplacement des publics accueillis, mais également de proposer un plan d'action pour parvenir rapidement à une mobilité géographique.

Dans ce cadre, des ateliers peuvent être proposés, afin de lever un ou plusieurs freins repérés.

Enfin, des réunions destinées aux professionnels sont organisées afin de travailler, avec eux, les représentations autour de la mobilité.

La Plateforme de Mobilité intègre désormais la conduite supervisée solidaire.

Ce dispositif permet de proposer à une personne en insertion socio-professionnelle de bénéficier, d'une assurance et d'un bénévole, afin de réaliser, sur le modèle de la Conduite Accompagnée, 3 mois de conduite et 1000 kms à minima, afin de progresser techniquement en conduite, mais aussi de prendre confiance en soi avant de passer ou repasser son examen pratique du permis de conduire.

J'NOVA

AODIL a répondu avec l'UDAF du Maine et Loire, et Habitat Jeunes au projet J'Nova.

Il s'agit de remobiliser des jeunes de 16 à 25 ans, dits « invisibles ». Et ainsi, de les amener à se rapprocher des Missions Locales dans tout le Département de Maine et Loire, pour signer un Contrat d'Engagement Jeunes (CEJ).

AFODIL propose ainsi de renforcer son maillage territorial sur l'offre liée à la mobilité.

Concrètement, 1 ETP de conseiller en mobilité insertion répond aux problématiques mobilité repérées par les missions locales avec une mise en place de parcours mobilité individualisés.

L'objectif affiché d'AFODIL est de mobiliser les jeunes autour d'un projet mobilité « attractif », décliné ainsi :

- 1 – Entretien informel – discussion autour de la mobilité afin d'établir un pré-diagnostic
- 2 – Découverte des moyens de transport pour un 1^{er} accès aux droits : santé, logement, structure de mobilité partenaire, administratifs...). Le principe étant d'utiliser un mode de déplacement différent à chaque visite/rencontre. L'objectif de cette étape est de lever les freins psychologiques et physiques liés à la mobilité.
- 3 – Un diagnostic approfondi mais adapté aux difficultés du jeune pour identifier le champ des possibles : permis AM, permis B, location, achat, réparation...

4 – Co définition avec le jeune d'un parcours mobilité en intégrant si nécessaire un financement : titre de transport, bon de carburant, soutien à la location, aux permis AM et B...

5 – Enfin, un accompagnement tout au long du parcours mobilité (documents administratifs, choix auto-école, choix moyen de transport adapté, et modes de déplacement individuels et/ou collectifs...).

Ce projet a débuté le 1^{er} mars 2023, et devrait se terminer le 31 décembre 2025.

LA LOCOMOTIVE

Ce projet a été initié dans le cadre du PIC (Plan d'Investissement dans les Compétences), avec un partenariat fort de différentes structures travaillant autour de l'insertion sur le territoire du Chemillois, et du Choletais et également dans l'Est de la France.

Il a démarré en 2022.

L'idée est de repérer les publics dits « invisibles », et de leur apporter des solutions innovantes à leurs problématiques d'insertion.

AFODIL intervient sur le dispositif La Loco, sur l'accès à la mobilité des publics avec des diagnostics et des ateliers mobilité sur le territoire de Cholet et de Chemillé, mais également avec de la location de vélos électriques et de scooters électriques sur le Chemillois.

Depuis 2023, AFODIL met en place des cours de français sur Cholet pour les publics allophones ne relevant pas des dispositifs existants : les publics depuis + de 5 ans sur le territoire français, et les publics européens.

Ce dispositif est amené à s'arrêter fin octobre 2024.

Moyens mis en œuvre

Nos ressources et financements proviennent principalement :

- Bénévolat
- Cotisations membres
- Fonds social Européen (FSE)
- Etat, Région, Département 49 et 44
- Agglomérations et Ville Angers, Cholet, Saumur,
- Pôle Emploi, CAF, OPCO, MSA ...
- Ademe, Macif ; ALDEV...
- Divers

Référentiel comptable applicable et Principes généraux

Référentiel comptable applicable

Le référentiel comptable applicable à l'association est le suivant :

- Plan comptable Général
- Règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 et 2018-06

Principes généraux

Les informations obligatoires mais non applicables ainsi que celles dont l'importance n'est pas significative ne sont pas présentées (PCG art. 831-1 s.)

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et conformément aux règles et méthodes générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre
- Indépendance des exercices
- Prééminence de la réalité sur l'apparence

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits significatifs de l'exercice

Les événements significatifs pour la compréhension des comptes annuels sont les suivants :

- vol des 3 véhicules et remboursement direct par l'assurance qui explique un produit exceptionnel de 16 400.00 €

Evènements postérieurs à la clôture

Les événements significatifs pour la compréhension des comptes annuels sont les suivants :

- courrier URSSAF du 22/01/2024 avec mention solde créditeur de 9 192.00 € suite au contrôle Urssaf du 12/09/2023 concernant les années 2020 – 2021 - 2022

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Selon les termes du règlement du CRC du 3/11/2005, il est fait application de l'annexe simplifiée.

En conséquence les principes suivants sont appliqués :

- Durée d'usage en linéaire pour déterminer l'amortissement des immobilisations non décomposables,
- Approche de la méthode par composants et prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et mesurables.

Les durées utilisées à ce jour sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|---------------|
| - Logiciels | de 3 à 5 ans |
| - Matériel pédagogique | de 3 à 8 ans |
| - Agencement du matériel | de 5 à 8 ans |
| - Aménagement installations | de 3 à 10 ans |
| - Matériel de transport | de 3 à 5 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |
| - Mobilier, matériel de bureau | de 3 à 10 ans |

Immobilisations financières

La valeur d'inventaire est constituée par le coût d'achat, si nécessaire une provision pour dépréciation est constituée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de recouvrement est inférieure à la valeur comptable, c'est-à-dire lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement ou d'insolvabilité du débiteur.

Les créances présentant un espoir de recouvrement nul sont passées en pertes une fois tous les recours épuisés.

Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

La convention collective de l'Animation prévoit une indemnité conventionnelle de départ en retraite de 1/4 de mois de salaire par année de présence pour les dix premières années et 1/3 pour les années suivantes.

La provision pour indemnités de fin de carrière a été comptabilisée au 31/12/2023 à hauteur de 84 352 €.

L'engagement total au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2023 avec un taux d'actualisation de 3,19% s'élève à 170 786 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation : 3,19% correspondant à la moyenne sur 24 mois du taux IBOXX (de janvier 2022 à décembre 2023)

Revalorisation des salaires : décroissance faible

Charges sociales patronales : Cadres : 40% / ETAM : 30%

Contribution employeur : Cadres : 50% / ETAM : 50%

Turn over faible

Table de mortalité INSEE 2022

Age de départ à la retraite 60-64 ans

La méthode retenue par l'association des années précédentes consiste à provisionner les cinq dernières années avant l'âge légal de départ des salariés.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont valorisées et portées en compte de résultat. Elles sont détaillées dans « Notes sur le compte de résultat » présentées en fin d'annexe.

Conventions en cours

Les conventions de formation en cours d'exécution au 31 décembre 2023 ont été comptabilisées en produits au prorata des heures effectuées sur l'exercice 2023.

Auto-école

Les produits auto-école sont comptabilisés en fonction des heures de code et de conduite effectuées pour les individuels et pour les conventions signées avec les collectivités.

Fiscalité

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

ACTIF IMMOBILISE ANNEE 2023

	Valeur brute au 01/01/2023	Achats exercice	Cessions exercice	Net fin exercice au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	22 335,44 €	237,60 €		22 573,04 €
Immobilisations corporelles				
Matériel pédagogique	9 464,19 €	7 041,57 €	733,99 €	15 771,77 €
Agencement du matériel	2 307,94 €			2 307,94 €
Aménagement installations	10 522,48 €			10 522,48 €
Matériel de transport	55 629,98 €	14 901,00 €	19 936,48 €	50 594,50 €
Matériel de bureau et informatique	25 802,84 €	13 340,29 €		39 143,13 €
Mobilier, matériel bureau	68 959,05 €	275,00 €	3 720,00 €	65 514,05 €
Immobilisations financières				
Participations	0,00 €			0,00 €
Autres prêts	0,00 €			0,00 €
Dépôts et cautionnements	1 688,00 €	310,00 €	816,00 €	1 182,00 €
TOTAL	196 709,92 €	36 105,46 €	25 206,47 €	207 608,91 €

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS ANNEE 2023

	Valeur brute au 01/01/2023	Dotation exercice	Cessions exercice	Net fin exercice au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	22 033,74 €	140,32 €		22 174,06 €
Immobilisations corporelles				
Matériel pédagogique	4 273,52 €	2 774,39 €	165,44 €	6 882,47 €
Agencement du matériel	2 307,94 €			2 307,94 €
Aménagement installations	5 676,57 €	559,85 €		6 236,42 €
Matériel de transport	37 189,15 €	9 261,85 €	19 466,39 €	26 984,61 €
Matériel de bureau et informatique	10 105,16 €	10 114,43 €		20 219,59 €
Mobilier, matériel de bureau	54 984,08 €	2 967,10 €	3 720,00 €	54 231,18 €
TOTAL	136 570,16 €	25 817,94 €	23 351,83 €	139 036,27 €

DETAIL DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS EN FIN DE PERIODE

	Montant	Amortissements	Valeur nette	Durée
Concessions, brevets, licences	22 573,04 €	22 174,06 €	398,98 €	de 3 à 5 ans
Matériel pédagogique	15 771,77 €	6 882,47 €	8 889,30 €	de 3 à 8 ans
Agencement du matériel	2 307,94 €	2 307,94 €	0,00 €	de 5 à 8 ans
Aménagement installations	10 522,48 €	6 236,42 €	4 286,06 €	de 3 à 10 ans
Matériel de transport	50 594,50 €	26 984,61 €	23 609,89 €	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	39 143,13 €	20 219,59 €	18 923,54 €	de 3 à 5 ans
Mobilier, matériel de bureau	65 514,05 €	54 231,18 €	11 282,87 €	de 3 à 10 ans
Dépôts et cautionnements	1 182,00 €		1 182,00 €	Non amortissable
TOTAL	207 608,91 €	139 036,27 €	68 572,64 €	

Actif circulant & comptes de régularisation

Actif circulant et comptes de régularisation	Montant brut	A – d'un an	A + d'un an
Fournisseurs débiteurs	358,66 €	358,66 €	
Clients	220 860,18 €	211 744,00 €	
Organismes sociaux – produits à recevoir	9 192,00 €	9 192,00 €	
Concours publics & subventions à recevoir	889 510,93 €	388 869,89 €	500 641,04 €
Produits à recevoir	1 062,16 €	1 062,16 €	
Disponibilités	181 266,54 €	181 266,54 €	
Charges constatées d'avance	13 066,62 €	13 066,62 €	
TOTAL	1 315 317,09 €	806 099,87 €	500 641,04 €

Aucune provision pour dépréciation de l'actif circulant n'a été faite

Détail des produits à recevoir	Montant
IJ Sécurité Sociale et IJ Prévoyance	1 062,16 €
TOTAL	1 062,16 €

Détail des charges constatées d'avance	Montant
Achats d'études & prestations de services	150,00 €
Achats non stockés de matières et fournitures	35,54 €
Fournitures d'entretien	151,08 €
Fournitures de de bureau	1 208,84 €
Fournitures pédagogiques	600,00 €
Locations immobilières	1 632,00 €
Locations mobilières	16,00 €
Charges locatives	533,33 €
Entretien et réparation	195,21 €
Maintenance	1 310,85 €
Assurances	2 887.59 €
Documentation générale	603,29 €
Publicités, publications	834,78 €
Téléphone	804,81 €
Cotisations diverses	33.33 €
Redevances	2 069,97 €
TOTAL	13 066,62 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Tableau de suivi des fonds associatifs

Nature	Solde au 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2023
Fonds statutaires	75 300,40 €			75 300,40 €
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 439,33 €			2 439,33 €
Réserves	0,00 €			0,00 €
Report à nouveau débiteur	-66 435,33 €		66 435,33 €	0,00 €
Report à nouveau créditeur	0,00 €		1 650,87 €	1 650,87 €
Résultat de l'exercice 2022	68 086,20 €		-68 086,20 €	0,00 €
Résultat de l'exercice 2023	0,00 €	6 906,84 €		6 906,84 €
Subvention d'investissement	39 303,66 €		15 000,00 €	24 303,66 €
Subv. d'invest. virées au résultat	-20 235,01 €		-8 623,29 €	-11 611,72 €
TOTAL	98 459,25 €	6 906,84 €	6 376,71 €	98 989,38 €

TABLEAU DES PROVISIONS AU 31/12/2023				
Situation et mouvements	Montant au 01/01/2023	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant comptabilisé au 31/12/2023
Provisions réglementées				0,00 €
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	69 881,23 €	14 471,49 €		84 352,72 €
TOTAL	69 881,23 €	14 471,49 €	0,00 €	84 352,72 €

Etat des dettes & comptes de régularisation

Etat des dettes et comptes de régularisation	Montant total	A – d'un an	A + d'un an	Plus de 5 ans
Emprunts auprès d'établissement de crédit	33 499,54 €	18 544,98 €	14 954,56 €	
Clients – avances et acomptes reçus	33 856.40 €	33 856.40 €		
Fournisseurs	62 277,72 €	62 277,72 €		
Dettes fiscales et sociales	160 877,98 €	160 877,98 €		
Concours publics & subventions à rembourser	2 052.20 €	2 052.20 €		
Autres dettes	1 042,24 €	1 042,24 €		
Produits constatés d'avance	906 941,55 €	579 144,95 €	327 796.60 €	
TOTAL	1 200 547,63 €	857 796,47 €	342 751,16 €	

Détail des autres dettes	Montant
Salaires avancés pendant la maladie (IJ sécurité sociale + IJ prévoyance)	1 042,24 €
TOTAL	1 042,24 €

Détails des produits constatés d'avance	Montant
Concours publics CVU Cholet	22 572,00 €
Concours publics CVU Angers	65 226,00 €
Concours publics CVU Saumur	28 705,00 €
Concours publics F.S.E 2024 / 2025 (plateforme de mobilité)	458 796.60 €
Concours publics Département 49 2024 / 2025 (plateforme de mobilité)	140 000.00 €
Concours publics Ademe 2024 (plateforme de mobilité)	66 794.25 €
Concours publics Département 44 (Loire Divatte)	22 500,00 €
Concours publics BOP 104	42 215,29 €
Concours publics DDRETS-CEJ / UDAF49 projet J-Nova	60 132,41 €
TOTAL	906 941,55 €

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics

<u>ORGANISME</u>	<u>NATURE</u>	<u>MONTANT</u>
FONDS SOCIAL EUROPEEN	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	160 959,00 €
ETAT	CVU CHOLET (FLE)	33 000,00 €
	CVU CHOLET (PMD)	7 000,00 €
	CVU CHOLET (A.E)	16 402,08 €
	CVU ANGERS (PMD)	20 000,00 €
	CVU ANGERS (A.E)	27 932,56 €
	CVU SAUMUR (PMD)	3 500,00 €
	CVU SAUMUR (A.E)	11 261,19 €
	BOP 104	<u>27 544,71 €</u>
	sous-total	146 640,54 €
REGION	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	10 000,00 €
DEPARTEMENT 49	CVU CHOLET (FLE)	4 000,00 €
	RSA PERMIS B	24 950,00 €
	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	<u>60 000,00 €</u>
	sous-total	88 950,00 €
DEPARTEMENT 44	MISSION LOCALE VIGNOBLE NANTAIS	19 200,00 €
CAF	CVU CHOLET (FLE)	4 500,00 €
	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	<u>14 500,00 €</u>
	sous-total	19 000,00 €
ADC CHOLET	CVU CHOLET (FLE)	17 800,00 €
	CVU CHOLET (A.E)	14 092,92 €
	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	7 000,00 €
	FONCTIONNEMENT	1 800,00 €
	DEPENSES LOYERS	<u>6 509,00 €</u>
	sous-total	47 201,92 €
ALM ANGERS	CVU ANGERS (A.E)	14 632,44 €
	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	20 000,00 €
	FONCTIONNEMENT	<u>10 000,00 €</u>
	sous-total	44 632,44 €
AGGLO SAUMUR	CVU SAUMUR (A.E)	12 086,81 €
	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	<u>3 500,00 €</u>
	sous-total	15 586,81 €
MSA	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	3 000,00 €
ADEME	PLATEFORME MOBILITE DEPARTEMENT	31 047,00 €
DDRETS-CEJ	PROJET J'NOVA	39 458.59 €
ALDEV	PROJET CITE DE L'EMPLOI	10 223,96 €
	TOTAL	635 900,26 €

Subventions d'exploitation

REGIE DES ECRIVAINS	LA LOCOMOTIVE	34 718,03 €
	TOTAL	34 718,03 €

Contributions volontaires

Organisme	Montant
- Bénévolat	6 314,02 €
- Abandon du remboursement des frais des bénévoles	539,00 €
TOTAL	6 853,02 €

Résultat exceptionnel

Nature	Montant
- Département 49 – régul. subvention FSE solde 2021 plateforme	1 585,70 €
- Urssaf rbt réduction Fillon suite contrôle pour les années 2020 à 2022	9 192,00 €
- Macif remboursement assurance suite vol 3 véhicules + cession destruction	16 460,00 €
- Quote-part des subventions virées au résultat	5 503,33 €
- Quote-part des subventions virées au résultat (complément véhicule C3 suite vol)	873,38 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	33 614,41 €

Nature	Montant
- Pénalités-amendes fiscales (Véolia et Urssaf frais pénalités retard)	45,00 €
- Dons, libéralités (Asso. Brin d'Amour et Téléthon)	300,00 €
- Dotation exceptionnelle sur amortissements matériel de transport	1 038,64 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 383,64 €

Autres informations

EFFECTIF MOYEN selon code du travail

L'effectif moyen selon code du travail en Equivalent Temps Plein (ETP) de l'exercice est le suivant :

Effectif moyen	Personnel salarié
Cadre	2,00
Agents de maîtrise et techniciens	23,81
Employés	4,60
Ouvriers	0,35
Total	30,76

Exclusions salariés en contrat d'apprentissage et salariés en remplacement d'un salarié absent